

À qui de droit,

Les dernières annonces concernant la pollution dégagée par la Fonderie Horne nous ont plongés dans l'angoisse et l'incertitude face au futur. Soudainement, nous avons eu PEUR.

Peur de mourir prématurément d'un cancer du poumon.

Peur de voir ses enfants malades.

Peur d'apprendre que finalement, le gouvernement ne se battra pas pour nous.

Peur de comprendre que l'arsenic n'est que la pointe de l'iceberg et qu'il y a beaucoup plus de métaux lourds non comptabilisés dans l'environnement de Rouyn-Noranda et des alentours.

Nous sommes plusieurs dans notre entourage immédiat à suivre de près l'évolution du dossier de la qualité de l'air depuis la parution des résultats de l'étude de biosurveillance de 2019 menée par la Direction de la santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue. La lenteur des autorités gouvernantes à prendre action pour régler le problème est scandaleuse. Le Premier Ministre, dans une entrevue radio à Rouyn-Noranda, a même tourné les mots de l'INSPQ pour répandre de la désinformation au sujet des seuils sécuritaires d'émissions d'arsenic. Il est déplorable de mélanger la science et la politique lorsque des vies sont en jeu. Aussi, le manque de leadership dans le dossier divise les citoyens sur un enjeu émotif, confrontant les salaires avec la santé d'une ville entière.

Ce sont l'inaction du gouvernement et ses tentatives de minimiser la situation qui nous poussent à prendre la parole dans ce mémoire. Nos demandes visent à protéger la santé de toute la population et à restaurer l'image et l'attractivité de notre ville :

- L'atteinte de la norme québécoise de $3\text{ng}/\text{m}^3$ pour les émissions d'arsenic d'ici 4 ans.
- L'atteinte immédiate du seuil de $15\text{ng}/\text{m}^3$ en attente de l'atteinte de la norme québécoise pour l'arsenic, tel que recommandé par la Santé publique.
- L'atteinte des normes québécoises pour tous les autres métaux rejetés par la fonderie.
- L'installation de stations de mesures de la qualité de l'air dans tous les quartiers de la ville, même ceux en milieu rural.
- Faire des échantillonnages de sol dans tous les quartiers, même les ruraux. (Surtout dans les écoles, services de garde, parcs et espaces verts)
- Décontaminer les sols touchés.
- Une surveillance de la qualité de l'eau du lac Dufault.

- La diffusion publique des résultats obtenus dans les différentes stations de mesures, en continu.
- Des informations mises publiques pour fermer la porte à la désinformation ainsi qu'une vulgarisation des données afin de rejoindre la compréhension du plus grand nombre de personnes.
- Dans le cas où l'atteinte du 3ng est impossible, créer une zone tampon autour de la fonderie et relocaliser les gens, commerces et services dans une zone sécuritaire.
- Travailler de concert avec l'UQAT afin de développer certaines technologies si possible et diffuser les connaissances à la population et aux autres institutions.
- Faire le choix de diminuer la production afin de permettre aux systèmes en place (récupération des gaz) de bien fonctionner.
- Augmenter substantiellement les amendes lors d'infractions tout en gardant en tête que ce n'est pas la bonne solution.

Nous rejetons le projet de renouvellement de l'autorisation ministérielle de Glencore. La santé doit primer sur l'économie. Les citoyens ne devraient pas voir leur quotidien influencé par la peur des émanations toxiques. Nous ne devrions pas avoir peur de dormir les fenêtres ouvertes en ville. Nous ne devrions pas avoir peur que nos enfants jouent dans le sable au parc. Nous devrions nous sentir en sécurité dans nos maisons.